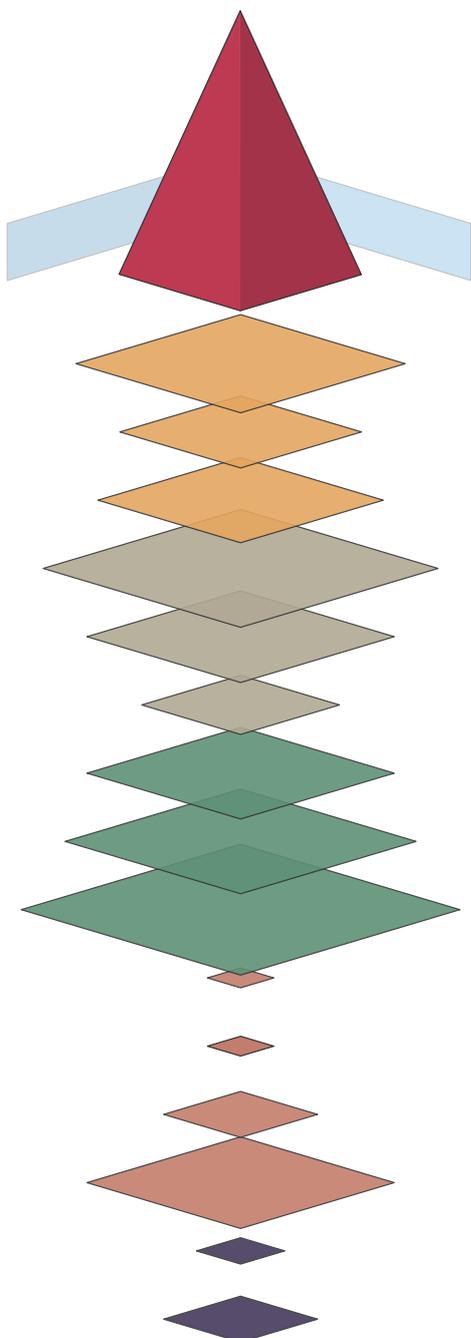




RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



6,75

SCORE DE CRIMINALITÉ

23^e sur 193 pays

6^e sur 54 pays africains

2^e sur 11 pays d'Afrique centrale



MARCHÉS CRIMINELS

5,60

TRAITE DES PERSONNES 7,50

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 5,50

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION 6,50

TRAFIC D'ARMES 9,00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 7,00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 4,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 7,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 8,00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES 10,00

COMMERCE D'HÉROÏNE 1,50

COMMERCE DE COCAÏNE 1,50

COMMERCE DE CANNABIS 3,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 7,00

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 2,00

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 3,50



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

7,90

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 8,00

RÉSEAUX CRIMINELS 8,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 9,00

ACTEURS ÉTRANGERS 9,00

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 5,50



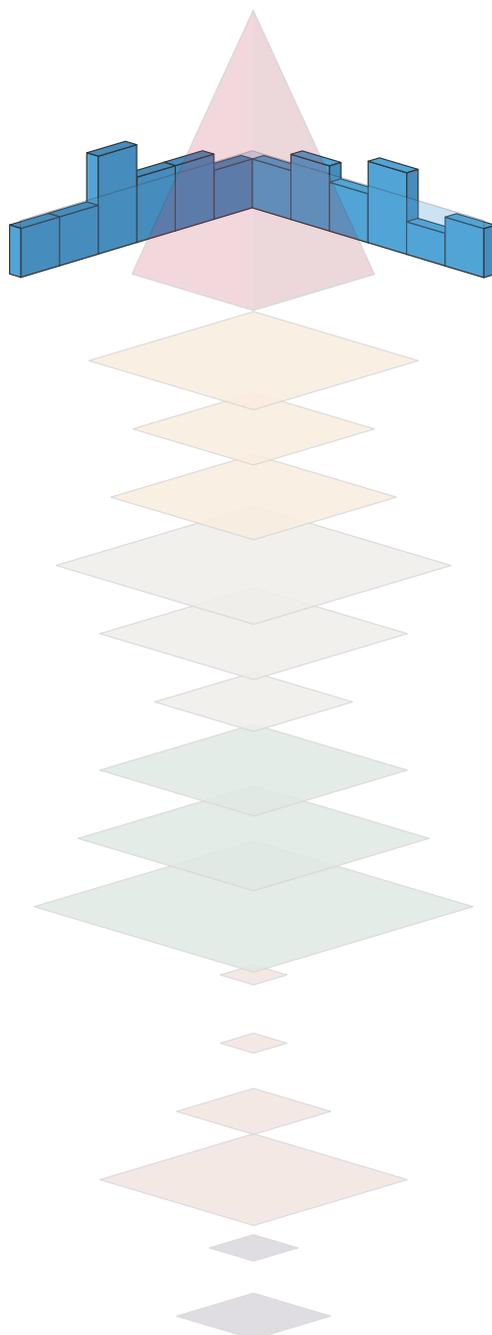
1,79

SCORE DE RÉSILIENCE





RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



1,79

SCORE DE RÉSILIENCE

187^e sur 193 pays
52^e sur 54 pays africains
11^e sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	1,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	1,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	3,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	2,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,00
FORCES DE L'ORDRE	1,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	1,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	2,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	1,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2,50
PREVENCIÓN	1,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	1,50



6,75

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS 5,60



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 7,90



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La prévalence de la traite des personnes en République centrafricaine (RCA) est estimée comme étant l'une des plus élevées de la région d'Afrique centrale, les victimes de l'exploitation étant aussi bien locales qu'étrangères. L'exploitation par le travail est très répandue et s'accroît en raison de la recrudescence de conflits violents dans le pays, qui ont entraîné un grand nombre de personnes déplacées, vulnérables à l'exploitation. Les mines d'or et de diamants, souvent contrôlées par des groupes armés, sont également associées au travail forcé, en particulier des mineurs. Des cas d'enfants soldats ont également été documentés. L'exploitation des enfants a également été documentée sous la forme de servitude domestique, de traite à des fins d'exploitation sexuelle, et de travail dans l'agriculture et l'exploitation minière artisanale pour l'or et les diamants. Des rapports font état de l'asservissement de jeunes filles dans le nord du pays, dont beaucoup sont victimes de la traite vers le Soudan et le Tchad. Les personnes qui cherchent à quitter la RCA sont également vulnérables à l'exploitation et à la traite. Le Tchad et la Libye seraient des pays sources de main-d'œuvre illégale pour les secteurs miniers informels de la RCA, souvent ciblés par des groupes armés à cet effet.

La violence et l'instabilité ont poussé de nombreuses personnes à chercher des moyens de quitter le pays. Si la plupart des déplacements à l'intérieur du pays et vers l'étranger se font sans la facilitation de passeurs, certains sont facilités par ces derniers. Le principal défi pour les passeurs ne sont pas les restrictions frontalières, mais naviguer la géographie complexe de la région, l'insécurité et les groupes de passeurs concurrents. En 2021, le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile originaires de la RCA dispersés au Cameroun, en République démocratique du Congo (RDC), au Tchad, en République du Congo, au Soudan et au Soudan du Sud, ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur du pays, ont augmenté. L'extorsion de civils et de commerçants, pratiquée par des groupes armés qui imposent des taxes et des impôts sur les routes et les points d'accès qu'ils contrôlent, est monnaie courante. Toutefois, le groupe mercenaire Wagner est également connu pour exiger des paiements aux points de contrôle ou pour se livrer à d'autres formes d'extorsion.

COMMERCE

Malgré l'embargo sur les armes décrété par les Nations Unies en vigueur depuis 2013, il est facile d'introduire des armes en RCA. Les conflits armés et la porosité des frontières contribuent à la demande en armes légères

et de petit calibre illicites. Le trafic d'armes passe par les frontières entre le Tchad, la RCA et le Cameroun. Le détournement d'armes des stocks gouvernementaux est l'un des facteurs qui soutiennent les groupes armés et alimentent l'instabilité dans le pays. Certains des réseaux de trafic d'armes qui approvisionnent les groupes armés sont sous le contrôle d'officiers militaires. Il existe également des preuves de l'implication d'individus du secteur de la sécurité dans le trafic illicite d'armes et les contacts avec les groupes armés. En dépit d'un accord bilatéral et en violation des règles convenues en matière d'embargo sur les armes, des rapports font encore état d'importations d'armes russes dans le pays.

Compte tenu du conflit et de l'absence d'autorité de l'État, notamment pendant la période de conflit, ainsi que du faible contrôle exercé sur les frontières poreuses, le commerce de produits de contrefaçon est très répandu dans le pays. Des produits de contrefaçon, notamment du carburant frelaté ou de mauvaise qualité et des cigarettes de contrefaçon, provenant parfois d'autres pays africains, dont le Nigéria, sont introduits par les frontières poreuses entre la RCA et le Cameroun. Les produits pharmaceutiques et vétérinaires contrefaits sont facilement accessibles en RCA, la plupart d'entre eux étant importés du Nigéria. La lutte contre les atteintes à la propriété intellectuelle n'étant pas une priorité pour le Gouvernement centrafricain, ce marché criminel reste un problème pour la croissance de l'économie.

De même, le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise est également répandu, notamment la contrebande de cigarettes et de tabac entre les territoires contrôlés ou non par l'État, de l'autre côté de la frontière avec le Soudan du Sud, et plus loin, du Nigéria via le Cameroun. Le Cameroun est une plaque tournante de la contrebande dans la région, notamment pour les produits du tabac introduits en RCA. Ces activités illicites s'appuient fortement sur un réseau régional de fonctionnaires corrompus et corruptibles et d'autres acteurs de la chaîne logistique, ce qui permet aux produits soumis à accise d'échapper aux interventions légitimes en matière de recettes fiscales.

ENVIRONNEMENT

Des groupes armés, des acteurs étrangers et certaines entreprises locales, mais bien connectées au niveau régional, exploitent illégalement le bois en RCA et, depuis les perturbations causées par le conflit, les exportations de bois ont augmenté, la perte de couverture forestière primaire ayant presque triplé entre 2018 et 2021. En l'absence de service forestier opérationnel dans la majeure partie du pays, de capacité de contrôle des groupes et des contrats d'exploitation forestière et d'une corruption endémique, ces acteurs poursuivent leurs activités, en collaborant spécifiquement avec des réseaux basés au

Soudan et au Soudan du Sud. Le trafic pour les sociétés internationales de bois a lieu principalement à la frontière entre la RCA et le Cameroun, tandis que les communautés locales exploitent le bois principalement dans la partie sud du pays. Les autorités centrafricaines n'étant pas en mesure de vérifier si les entreprises respectent leurs contrats, les montages financiers frauduleux tels que la sous-estimation de la quantité de bois, le mélange de bois coupé en RCA avec du bois coupé au Cameroun et l'extension des concessions forestières sont fréquents.

En ce qui concerne la criminalité liée à la faune, le vide juridique de la RCA permet aux groupes armés et aux braconniers de se livrer au trafic transnational de défenses d'éléphants et d'animaux tels que les panthères et les pangolins. Les braconniers du Soudan et du Tchad, ainsi que les groupes armés qui ont développé des relations avec les trafiquants étrangers, entrent en RCA en traversant la frontière avec le Soudan du Sud. En outre, des braconniers indépendants militarisés profitent de l'absence de gouvernance et d'application de la loi. L'ivoire et les parties de grands félins, dissimulés dans des cargaisons légales d'huile de palme ou de manioc, figurent parmi les principaux produits trafiqués. La chasse systématique pour la viande de brousse est également en augmentation et les populations d'éléphants ont considérablement diminué. Le braconnage est pratiqué par divers groupes, notamment les communautés locales, les groupes armés et les éleveurs armés, ainsi que par des gangs du Darfour Sud (Nyala) lors d'expéditions de braconnage pendant la saison sèche. Cependant, avec le déclin des populations animales, ces expéditions de braconnage ont été redirigées vers le nord du Cameroun et le sud du Tchad.

La production et le trafic illicites de diamants et d'or sont particulièrement répandus et ont augmenté en RCA, la plupart étant passés en contrebande à l'étranger. Le marché facilite également les opérations de blanchiment d'argent étranger et a été lié à des groupes armés. Des acteurs étrangers, tels que des entreprises privées et les mercenaires russes du groupe Wagner, jouent également un rôle important dans le marché illicite de l'or et des diamants. Des rapports font également état de l'implication de troupes étrangères stationnées dans le pays dans la contrebande de diamants et d'or. Le marché illicite est lié au Soudan et au Cameroun, où les diamants exploités illégalement sont blanchis par des intermédiaires, puis transportés vers l'Europe, l'Asie, Dubaï ou le Rwanda. La contrebande est rendue possible par l'inefficacité des contrôles et la puissance des réseaux de trafiquants. Du carburant en provenance du Nigéria serait également acheminé en contrebande vers la RCA via le Cameroun.

DROGUES

Comme ce pays enclavé manque d'infrastructures de transport, l'environnement logistique n'est pas propice au trafic de stupéfiants. On sait peu de choses sur le commerce

d'héroïne et sur la consommation et l'approvisionnement de cette drogue au niveau national. De même, il y a peu de preuves de l'existence d'un marché du trafic de cocaïne en RCA, et la consommation de cocaïne est limitée à l'élite locale. Le cannabis, en revanche, est largement consommé par la population locale, en particulier par les membres des milices et les jeunes. Bien qu'il n'y ait pas d'informations officielles sur le trafic de cannabis, à part quelques indications sur l'implication de groupes armés, étant donné la situation géographique du pays et le paysage actuel de la criminalité organisée, il serait irréaliste de conclure qu'il n'existe pas. Il existe, par exemple, des preuves d'un flux régulier de cannabis provenant du nord de la RDC et traversant la rivière Ubangui. Des groupes armés étrangers cultivent du cannabis entre Sam Ouandja et la frontière soudanaise dans la préfecture de la Haute-Kotto et sont impliqués dans le trafic vers le Soudan. Le Tramadol est devenu un problème majeur dans le pays, émanant principalement de réseaux basés à l'est du Cameroun, au Tchad et au Soudan et vendu ouvertement sur plusieurs marchés. Les approvisionnements sont parfois interrompus en raison de problèmes de sécurité et de logistique, ce qui entraîne d'importantes fluctuations de prix.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Aucune information de source ouverte facilement accessible ne suggère que la RCA est particulièrement sujette à la criminalité cyberdépendante à quelque échelle que ce soit, si ce n'est que ses faiblesses et ses lacunes en matière de cybersécurité rendent ses citoyens de plus en plus vulnérables.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La RCA étant une kleptocratie bien connue, le petit secteur bancaire et les transferts bancaires internationaux sont sous surveillance en raison d'incidents passés de transferts de fonds de l'État vers des comptes bancaires privés étrangers. Aucune autre information sur l'existence d'un marché important de la criminalité financière n'a pu être trouvée pour la période couverte par le présent rapport.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Un certain nombre de groupes armés opèrent en RCA et ils tous impliqués dans des marchés criminels. Leur principale source de financement est l'extorsion et la taxation illégale. L'analyse du conflit a révélé que les groupes armés sont autofinancés et ont des liens économiques avec des acteurs politiques et économiques nationaux. Certains groupes bénéficient également d'un soutien étranger en provenance du Tchad et du Soudan. Certains se spécialisent dans des marchés criminels spécifiques, notamment le trafic de minerais (diamants et or), les enlèvements contre rançon, le vol de bétail, la traite des personnes, les activités de contrebande, le trafic d'armes et le trafic d'espèces sauvages. Les groupes

ont été affaiblis par les opérations offensives menées en 2021, perdant la majeure partie de leur contrôle territorial dans les régions à l'ouest du pays. Malgré la déclaration d'un cessez-le-feu unilatéral par le gouvernement, les violences perpétrées par les groupes armés et infligées aux civils et aux travailleurs humanitaires ont persisté dans tout le pays. Il existe également de nombreux groupes de trafiquants non organisés, de bandits, de criminels, de braqueurs, de gangs de la route (zaraguinas), de contrebandiers, de voleurs et de faussaires.

La faiblesse de l'État de droit a entraîné l'apparition d'un grand nombre de groupes criminels opérant dans le pays. Les groupes d'autodéfense se tournent souvent vers le banditisme, principalement axé sur le vol de bétail, et certains gangs ruraux viennent du Tchad et du Soudan. Malgré quelques progrès dans la stabilisation de certaines parties de la RCA depuis 2021, les dynamiques internes du pays continuent d'offrir des opportunités fertiles pour la criminalité ad hoc, le vol, les bandits de grand chemin, les contrebandiers (principalement de bétail, d'or et de diamants) et d'autres éléments criminels. Hormis les groupes armés, ce type de criminalité est un substitut à l'emploi, étant donné que le secteur économique formel n'est pas en mesure de fournir des emplois décents ou régulièrement rémunérés. À cet égard, la RCA peut être décrite comme l'un des pays les moins sûrs d'Afrique.

De nombreux acteurs de l'État en RCA, y compris des responsables de l'application de la loi et des membres de haut rang du gouvernement, opèrent en dehors de la loi et coopèrent avec des acteurs de la criminalité. Certains fonctionnaires sont impliqués dans le détournement de fonds publics et dans des activités de blanchiment d'argent. Les acteurs étatiques corrompus sont également souvent impliqués dans des entreprises criminelles, principalement la criminalité liée aux espèces sauvages et le trafic de

diamants. Depuis la signature de l'accord de paix en 2019, le gouvernement a intégré des dirigeants de groupes armés, ce qui a brouillé les frontières entre les acteurs étatiques et non étatiques, ainsi qu'entre les activités légales et illégales. Les récentes arrestations de fonctionnaires corrompus et leur libération ultérieure ont mis en évidence l'impunité et le manque de responsabilité pour de tels crimes. Des rapports suggèrent également que les forces armées centrafricaines et des mercenaires russes ont procédé à des exécutions sommaires, des meurtres arbitraires, des actes de torture, des viols et des disparitions forcées au cours d'opérations militaires.

De nombreux acteurs étrangers sont impliqués dans divers réseaux criminels en RCA, notamment dans la traite des personnes et le trafic d'armes, les industries illicites de l'or, du diamant et du bois et la criminalité liée à la faune. En particulier, les entreprises chinoises et celles affiliées à Wagner sont les principaux vecteurs du commerce illicite dans les secteurs de la criminalité liée à la flore et aux ressources non renouvelables, notamment dans l'ouest et l'est du pays. Les acteurs étrangers vont des citoyens des pays voisins aux entreprises privées ou aux contingents de maintien de la paix et sont généralement bien connectés aux réseaux nationaux. Les mercenaires russes, qui jouent un rôle clé dans le pays, sont impliqués dans un certain nombre de marchés criminels. Certaines entreprises étrangères qui opèrent dans le secteur minier sont actives dans le commerce illicite de ressources non renouvelables ainsi que dans la corruption et la coopération avec des groupes criminels. Il semble également que certains hommes d'affaires locaux financent des groupes armés. Les propriétaires de bétail financeraient également certains groupes d'autodéfense pour lutter contre les voleurs de bétail, tandis que certains commerçants soutiennent les groupes armés de leur communauté ethnique.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La présence de l'État en RCA est réduite en dehors de la capitale, Bangui, et le manque de participation des citoyens ainsi que l'état de droit limité contribuent à la faiblesse du système de gouvernance dans l'ensemble du pays. Certaines élites politiques sont connues pour être actives dans le commerce illicite. Le trafic de diamants, en particulier, joue un rôle clé dans la politique centrafricaine, y compris aux plus hauts niveaux du gouvernement. À cet égard, la RCA continue d'être classée parmi les États les plus fragiles du monde. Le pays n'a pas non plus de bons antécédents en matière de transparence et de responsabilité. Bien qu'il existe un cadre juridique et des mécanismes permettant

la transparence, le gouvernement doit encore les mettre en œuvre. Les contrats miniers et les marchés publics sont négociés en secret, tandis que les appels d'offres publics sont rares. Des groupes internationaux ont identifié plusieurs comptes bancaires suspects utilisés pour détourner des fonds publics du pays.

La RCA a ratifié tous les traités internationaux relatifs à la criminalité organisée, sauf un, et le gouvernement dépend fortement de la communauté internationale et bénéficie d'une aide humanitaire importante. Cependant, le manque de capacité du secteur de la sécurité et la menace des groupes armés ont conduit au déploiement du groupe

Wagner en RCA. La coopération en matière de sécurité avec les acteurs russes est bien établie. La coopération économique avec la Chine se développe, tandis que l'UE a suspendu sa mission de formation ainsi que son soutien budgétaire à la fin de 2021 et que la France a retiré son dernier contingent militaire en 2022 en réponse à l'expansion russe dans le secteur de la sécurité en RCA.

L'État est soutenu économiquement par la communauté internationale (l'ONU, l'Union africaine et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), par exemple. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine assume une certaine responsabilité en matière de sécurité. Il existe également une forte dépendance à l'égard du personnel militaire et de sécurité privé externalisé à la Russie et au Rwanda, ce qui soulève des inquiétudes quant à l'intimidation et au harcèlement violent des civils par des combattants étrangers.

En RCA, il existe peu de politiques ou de lois nationales ciblant la criminalité organisée. Les ONG internationales ont offert leur soutien pour développer une application plus efficace de la loi dans la gestion des forêts et des espèces sauvages, mais les résultats ne sont pas encore visibles, tandis que les lois et les stratégies conçues avec l'aide des partenaires internationaux ne sont généralement pas mises en œuvre. Toutefois, en adoptant un cadre réglementaire, les autorités centrafricaines ont réalisé de modestes progrès dans la réalisation de certains objectifs clés en matière de lutte contre la prolifération des armes.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire n'a pas démontré sa volonté de lutter contre la criminalité organisée, ni sa capacité à le faire. La Cour d'appel, qui n'a pas fonctionné pendant trois ans, a recommencé à travailler en 2022 et la Cour pénale spéciale a rendu son tout premier verdict en 2022. Cependant, peu de tribunaux provinciaux fonctionnent et ceux qui fonctionnent ont des effectifs très limités. Le système judiciaire connaît des niveaux élevés de corruption parmi les magistrats, les juges et le personnel pénitentiaire, et la majeure partie de la population carcérale de la RCA est en détention préventive. Une stratégie nationale de démilitarisation des prisons a été approuvée en 2019 et créée avec le soutien de plusieurs acteurs internationaux, mais aucun changement n'a été enregistré dans le système pénitentiaire et judiciaire.

Tout comme le système judiciaire, les forces de l'ordre n'ont pas la capacité de lutter efficacement contre la criminalité organisée. Bien qu'elles soient en cours de restructuration avec le soutien de plusieurs partenaires étrangers, la corruption reste un problème important, en particulier dans le service des douanes, et la réforme du secteur de la sécurité conçue par les Nations Unies stagne.

Les frontières de la RCA sont extrêmement poreuses. Des groupes locaux, ainsi que des criminels soudanais, sud-soudanais, tchadiens et ougandais, sont connus pour circuler librement à travers les frontières. Les seuls postes frontières qui fonctionnent sont situés entre la RCA et le Cameroun, mais ils restent profondément corrompus. En outre, si les services de douane et de gendarmerie sont chargés du contrôle des frontières, leur capacité est très limitée.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le pays n'a pas encore démontré sa capacité à mettre en œuvre des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. Une unité spéciale d'enquête sur le blanchiment d'argent a été créée il y a plusieurs années mais n'a pas enregistré de succès significatifs, et les banques étrangères ont détecté de nombreux incidents de blanchiment d'argent dans le pays. La porosité des frontières, l'importance du secteur informel et l'exploitation minière illégale rendent le pays propice au blanchiment d'argent. Bien que la RCA ait pris des mesures pour renforcer sa capacité économique, les efforts ont été insuffisants et le pays n'a pas la capacité de mettre en œuvre ces mesures.

La RCA figure parmi les pays les moins performants au monde en ce qui concerne de nombreuses mesures de capacité économique. En outre, le système douanier n'est pas fiable et les entreprises soudoient souvent les fonctionnaires pour obtenir des exonérations fiscales. Les tentatives du gouvernement pour réglementer le secteur économique sont généralement de courte durée et infructueuses, car il n'a pas la capacité de mettre en œuvre les réglementations appropriées.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Il existe peu de soutien aux victimes et aux témoins en RCA et le peu de soutien disponible est fourni par les organisations internationales et leurs partenaires locaux de la société civile. Par exemple, depuis que le conflit a éclaté, de nombreuses ONG internationales ont mis en place des centres pour le traitement des traumatismes et des services d'accompagnement dans les zones de conflit, y compris dans la capitale. Bien que le gouvernement ait fait quelques efforts pour identifier les victimes de la traite, les services aux victimes restent insuffisants. De même, rien n'indique l'existence de politiques, de stratégies ou de campagnes visant à prévenir la criminalité organisée dans le pays.

Les organisations de la société civile (OSC) sont faibles et se concentrent davantage sur les questions liées au conflit que sur la criminalité organisée. Certaines ONG internationales axées sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la protection des espèces sauvages continuent d'opérer dans le pays. Toutefois, la corruption,

associée à un manque de responsabilité et de transparence, est répandue parmi les OSC, ce qui a affecté la confiance des donateurs. L'environnement médiatique est corrompu et dangereux. Les journalistes locaux et internationaux qui couvrent le conflit ont été intimidés, détenus ou tués. Le gouvernement a souvent eu recours aux pots-de-vin et à l'intimidation pour empêcher la diffusion d'informations liées à des scandales de corruption. À cet égard, le pays reste un endroit difficile pour les médias et les journalistes, et le rapprochement officiel avec la Russie a donné lieu à une vague de désinformation. Les auteurs de crimes contre les journalistes continuent de jouir d'une totale impunité.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.